

ronde pour permettre au plus grand nombre de groupes et de personnes de participer aux discussions.

Nous avons notamment à l'ordre du jour les oeuvres de charité, l'agriculture, la politique monétaire, l'éducation, la santé, les industries de l'accueil et les dépenses fiscales.

Le comité a reçu des particuliers et des représentants du milieu syndical, du milieu des affaires, du domaine de la santé et de divers organismes de bénévoles communautaires.

Cette année, je faisais partie du groupe qui consultait les gens de l'est du Canada. Les témoignages entendus ont été sincères, diversifiés et d'une grande portée. Une chose m'a frappé: les Canadiens de l'Est témoignant devant le comité des finances ont exprimé les mêmes inquiétudes, les mêmes aspirations et les mêmes rêves que les habitants de ma merveilleuse circonscription, Niagara Falls—Niagara-on-the-Lake. Ils espèrent et rêvent tous d'un avenir meilleur où le chômage aura diminué, l'économie sera relancée et leurs enfants, diplômés des écoles secondaires, des collèges et des universités, trouveront des emplois rémunérateurs. Les Canadiens sont tous d'accord pour travailler en vue d'un avenir meilleur.

• (1525)

Il faut réduire les dépenses, mais à quel prix? Nous ne voulons pas attaquer les plus vulnérables, comme c'est le cas en Ontario. Les Canadiens sont prêts à faire des sacrifices pour s'assurer un meilleur avenir.

D'ici la fin de la troisième année du gouvernement libéral, le ministre des Finances aura rempli la promesse électorale du parti. Il aura réduit de 18 milliards de dollars le déficit dont nous avons hérité en 1993-1994. Nous aurons réussi à réduire le déficit de près de moitié, le faisant passer de 5,9 à 3 p. 100 du PIB.

Nous savons que des compressions irréflechies, décidées sans songer aux conséquences ou à la souplesse peuvent certes permettre de réaliser des économies à court terme, mais entraîner des coûts à long terme.

Le troisième parti a proposé aux Canadiens une approche de la terre brûlée dans son budget fictif qui prévoyait l'élimination du déficit en une seule année. À quel coût? Les Canadiens savent que le gouvernement libéral propose un régime maigre, mais pas la famine. Le gouvernement s'engage à protéger les plus vulnérables de notre société. Le problème fondamental demeure une dette qui s'accroît plus rapidement que notre économie. La réduction du déficit reste d'une suprême importance pour la création d'emplois et la croissance.

Le programme de création d'emplois le plus efficace qui soit consiste à réduire nos taux d'intérêt. Or, le moyen le plus efficace de réduire les taux d'intérêt est de résorber le déficit. Une économie plus forte contribue à la réduction du déficit et à l'allègement du fardeau de la dette. L'avantage est réciproque et s'amplifiera avec le temps.

Notre stratégie a été de réduire notre déficit de façon continue, sensiblement, mais avec ordre. Nous avons vu les résultats. Nous

Initiatives ministérielles

avons appris aujourd'hui que le taux d'inflation baisse toujours régulièrement. C'est une bonne nouvelle pour tous les Canadiens. Néanmoins, nous devons rester vigilants. Nous ne devons pas oublier que les paiements de transfert aux provinces et aux personnes âgées correspondent à environ 20 p. 100 de nos dépenses de programme. Ce qui importe le plus c'est encore les mesures que nous avons mises en place pour réduire le déficit. Il s'agissait de changements structurels qui ont permis au gouvernement d'améliorer pour longtemps sa gestion des affaires publiques.

Dans le budget de 1995 nous nous sommes engagés à réduire de 10 p. 100 la taille du programme d'assurance-chômage. Nous avons tenu notre promesse. Une fois que la réforme du programme d'assurance-chômage sera pleinement mise en oeuvre, le coût des prestations sera réduit d'environ 2 milliards de dollars par année. Ce qui est plus important, 800 millions de dollars seront réinvestis dans des prestations d'emploi pour aider les Canadiens à retourner au travail.

Lorsque le régime sera pleinement mis en oeuvre, la réforme créera environ 100 000 à 150 000 emplois par année. Dans les régions où l'emploi est élevé, comme la circonscription que je représente, le nouveau régime sera appliqué progressivement, pour que les gens et les localités aient le temps de s'y adapter. Ces réformes visent l'équité. Elles visent à aider les gens à réintégrer le marché du travail.

Nous reconnaissons, avec une satisfaction qui est compréhensible, que 500 000 emplois à plein temps ont été créés depuis les élections, mais nous savons qu'il reste beaucoup à faire. Le gouvernement seul ne peut pas créer des emplois. Cependant, nous pouvons susciter et favoriser l'environnement propice dans lequel le secteur privé peut croître et créer des emplois dont on a désespérément besoin.

Dans le budget de l'année dernière, nous avons dit clairement qu'un des principaux objectifs était de faire en sorte que le régime de pensions de l'État soit abordable. Nous savons que, au cours des 20 prochaines années, le Canada subira de grands changements démographiques. Si nous voulons maintenir notre régime de pensions pendant une bonne partie du siècle prochain, nous devons commencer à nous préparer dès maintenant aux changements à venir.

• (1530)

Le gouvernement a amorcé des discussions avec les provinces sur le meilleur moyen de garantir l'avenir du Régime de pensions du Canada. Nous devons faire en sorte que cette composante clé de notre tissu social soit maintenue pendant longtemps.

Dans le budget de 1995, le gouvernement a réduit de 60 p. 100, soit de 2,3 milliards de dollars, les subventions qu'il accorde aux entreprises. La majeure partie de l'aide qui reste est consacrée à l'agriculture, où elle revêt la forme de contributions à des programmes d'assurance.

Le gouvernement va continuer d'examiner les dépenses consacrées aux subventions pour s'assurer qu'elles sont limitées et, chose plus importante, justifiées.